

ISSN 1019-0287

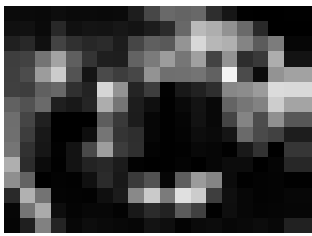
Preis 60,- LUF

20. April 2001

erscheint freitags

20/4-29/4/2001

(film/theatre/concert/events)



Freie Presse?

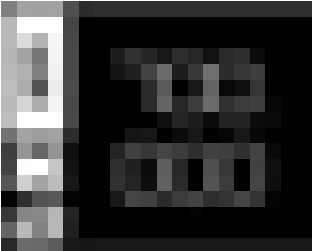
Die geplante Reform des Presserechts bedeutet eine längst fällige Anpassung an die Ansprüche einer modernen Gesellschaft - innovativ ist sie nicht.

dossier, Seite 4

A quand les 700.000?

L'espèce luxembourgeoise, en voie de disparition? Scénarios-catastrophe et mal-être de la minorité autochtone face au besoin accru d'immigration.

aktuell, page 8



Celluloid-Künstlerin

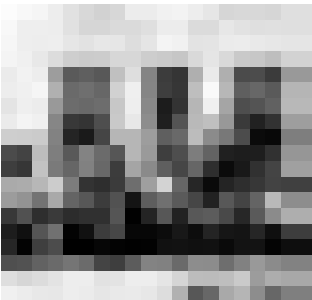
Anne Schroeder ist Cutterin und Filmregisseurin. Am kommenden Montag zeigt das Utopia ihren Film "Histoire(s) de jeunesse(s)".

magazine, Seite 9

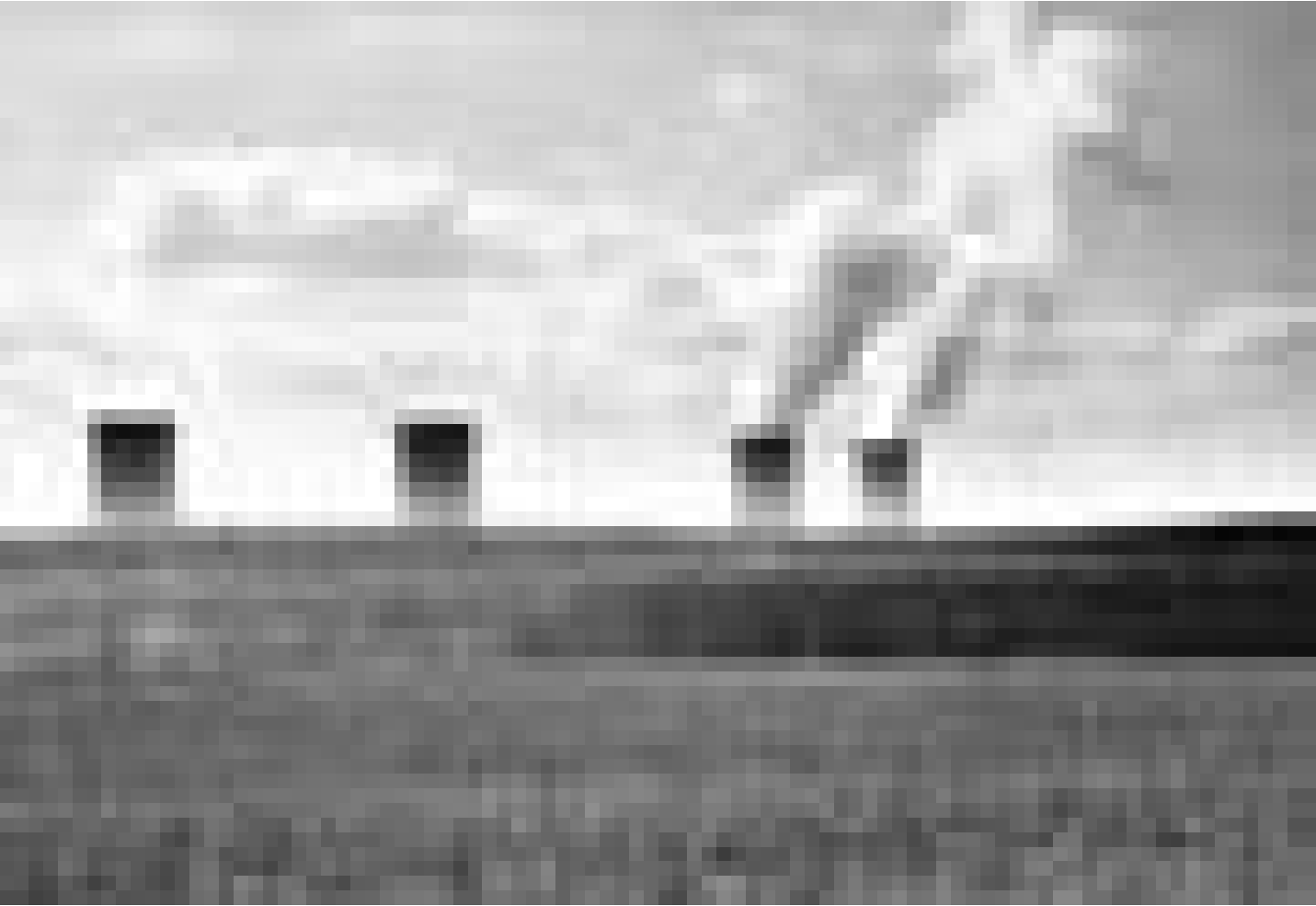
Pizza Connection

Lorsque les hauts fourneaux ont été éteints à Dudelange, le feu italien s'est concentré sur une journée de pizzerias.

lifestyle, page 11



Dormez tranquille ...



... EDF veille. Lors de l'arrêt de la tranche 3, des défauts d'étanchéité bizarres ont été constatés sur les assemblages combustibles. Ce serait dû au "fretting". A défaut d'avoir bien compris la cause du problème, on a su lui donner un nom. Maintenant EDF prévoit d'échanger les assemblages endommagés et de redémarrer le réacteur.

dès woch, page 3

(Photo: Christian Mosar)

GENOCIDE AUX ASSISES

Le procès belge contre quatre personnes accusées de crimes lors du génocide rwandais est délicat, vu l'inaction de la communauté internationale lors des massacres en 1994. D'un autre côté, voilà une chance unique d'ouvrir les yeux du monde sur les responsabilités des différentes parties.

Un commentaire de
Germain Kerschen.

Les "quatre de Butare" ... c'est là le nom que la presse belge a donné à Vincent Ntezimana, ancien professeur à l'université de Butare, à Alphonse Higanro, ancien directeur d'une fabrique d'allumettes, et aux soeurs Gertrude et Maria Kisito, nonnes bénédictines d'un couvent à Sovu. Les quatre personnes sont accusées de crime de droit international pour des faits commis pendant le génocide rwandais de 1994.

Ironie du sort que ce soit justement la Belgique qui accuse, alors que l'iconographie coloniale belge inventait une psychologie comparée, construite sur le contraste et l'antagonisme, renforçant ainsi les préjugés en magnifiant le physique tutsi par rapport aux Hutu? Ou alors, une prise de conscience tardive, vu l'inactivité de la communauté internationale au moment du génocide des Tutsi, qui revenait à

une non-assistance à personnes en danger? Difficile de répondre avec certitude.

Déjà, ce procès est qualifié d'historique, vu que c'est la première fois qu'on applique une loi de 1993, permettant à la Belgique de juger des crimes de guerre et des violations des droits humains commises par des non-Belges sur un territoire non-Belge. Mais la Belgique doit rester attentive à ne pas produire une nouvelle imagerie dangereuse: celle de douze "jurés blancs" jugeant quatre "méchants noirs".

Tout d'abord, le procès belge n'est pas le premier à accuser des personnes ayant participé au génocide rwandais. Depuis fin 1996, environ 4.500 personnes ont été jugées au Rwanda. Les autorités ont établi quatre degrés de culpabilité: les grands responsables ou planificateurs du génocide, les assassins "or-

dinaires" pour des faits commis près de chez eux, les auteurs de coups et blessures volontaires et les pilliers. Mais il faut bien avouer que ce chiffre est encore très bas, face aux 115.000 autres personnes qui n'ont pas encore été jugées.

Vu ce nombre énorme, le gouvernement rwandais a d'ailleurs imaginé une nouvelle procédure: la justice "gacaca", dite "justice sur le gazon". Toute personne accusée, si elle n'est pas poursuivie pour planification du génocide, pourra être prise en charge par cette mesure. "L'accusé est mis en débat devant une cinquantaine de personnes de la communauté où les faits se sont produits", a expliqué Daniel De Beer, directeur d'Avocats sans frontières-Belgique au "Soir". "Il n'y a ni accusation, ni défense, juste un débat. Beaucoup disent que c'est là que se dit la vérité. Une vingtaine de personnes se retirent ensuite du groupe et prononcent une sentence." Vu que les textes d'application de la loi "gacaca" doivent en-

core être rédigés, la mise en oeuvre de cette nouvelle forme de loi participative ne se fera probablement pas avant 2002.

La problématique du génocide est donc loin de se cantonner au seul procès belge. Sans vouloir minimiser l'importance de ce dernier, non plus. En effet, la présence de deux nonnes sur le banc des accusé-e-s est une occasion rêvée d'analyser enfin les responsabilités de l'Eglise du Rwanda par rapport au génocide et d'éclaircir ainsi dans quels contextes les génocidaires ont reçu quels appuis.

Et puis, ce procès est un message important de la part de la Belgique qui, grâce à cette loi de 1993, s'est donné les moyens de condamner des crimes contre les droits humains et n'hésite pas à les appliquer. Aussi, la Belgique sert-elle, à cause de cela, de terre d'accueil pour les victimes encore vivantes, qui ont ici la possibilité d'une plainte juridique et ne sont donc pas forcées d'accepter les faits sans broncher.